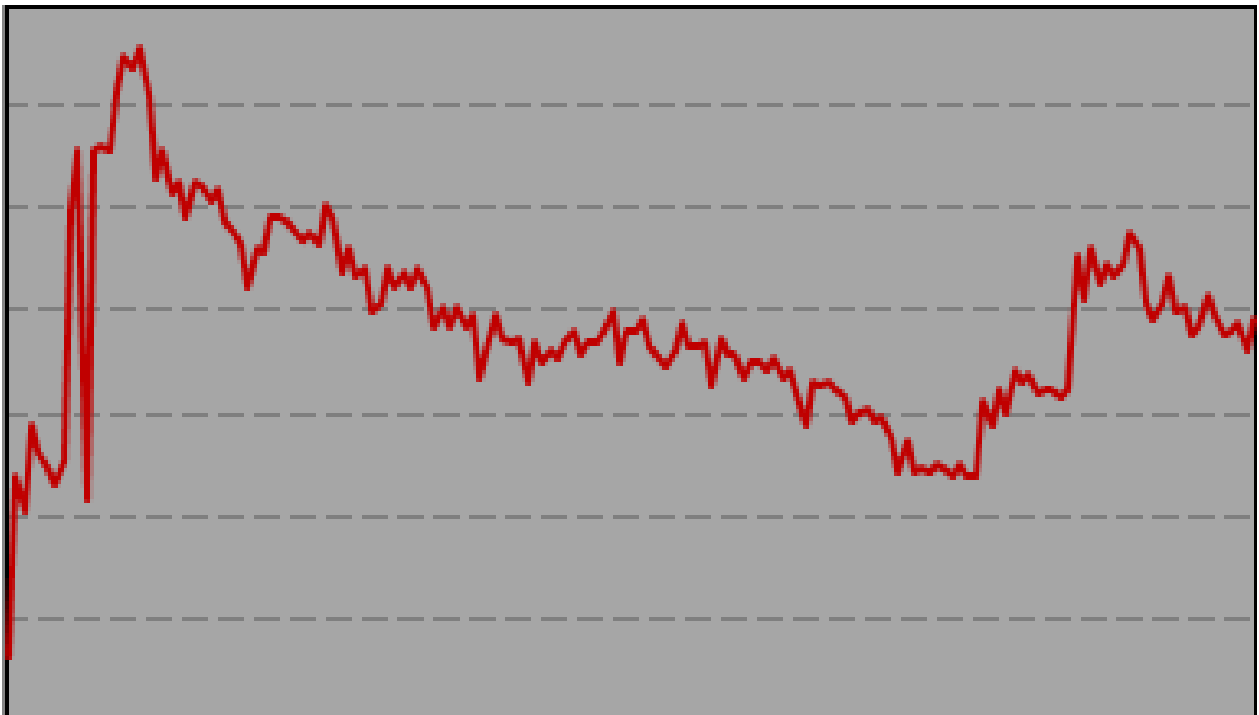


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note trimestrielle économique et sociale



QUATRIÈME TRIMESTRE 2016

TABLE DES MATIERES

TABLE DES TABLEAUX.....	1
TABLE DES FIGURES.....	1
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
AVANT - PROPOS	4
L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	7
II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE.....	7
II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	8
II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES	10
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE	13
II.5 LES PRIX.....	13
II. INDICATEURS SOCIAUX RECENTS	21

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA).....	10
Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville	16
Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine	17
Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)	19
Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)	20
Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA)	20
Tableau 7 : indicateurs sociaux	21
Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance y compris les pays de la CEMAC en 2014.....	22
Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2014.....	22
Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les Pays de destinations	23
Tableau 11: Les principaux Produits d'exportations du Tchad en 2014 (Hors Pétrole)	23

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays.....	5
Figure 2 : Cours de quelques matières premières	6
Figure 3 : Évolution de la production pétrolière	7
Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)	7
Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble	8
Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)	9
Figure 7 : Évolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires (base 100 = 2012)	10
Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA).....	11
Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA).....	11
Figure 10 : Évolution du trafic aérien	12
Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules	12
Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014).....	13
Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)	14
Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle	14
Figure 15 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)	18
Figure 16 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)	18

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC:	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
EDS-MICS :	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED:	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT:	Recensement Général de la Population et de l’Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US :	Dollars US

AVANT - PROPOS

La production de ce document fait suite à des orientations données par le Ministre de l'Économie et de la Planification du Développement pour l'élaboration d'une note trimestrielle présentant une vue synthétique de l'économie tchadienne pour permettre aux autorités du pays, aux partenaires au secteur privé, à la société et autres acteurs de la vie socioéconomique de s'informer régulièrement sur l'évolution économique à court terme du pays, de manière à pouvoir mieux orienter les politiques publiques et les choix décisionnels.

L'amélioration de la qualité des outils statistiques d'une manière générale et des indicateurs de suivi de la conjoncture économique en particulier continue d'être un pilier majeur du processus de modernisation des statistiques économiques entrepris par l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques depuis plusieurs années. À l'avenir nous comptons enrichir le contenu de cette note en y intégrant les comptes trimestriels.

Bien que la note se veut trimestrielle, mais le lecteur y trouvera des données statistiques nationales ne respectant pas cette périodicité ; nous en sommes conscients, mais nous les y avons intégrées ainsi que les informations sur la situation économique internationale, pour donner au public la possibilité de s'informer davantage et de se rafraichir la mémoire.

D'ores et déjà, l'INSEED sera très reconnaissant de recevoir les observations des lecteurs pour permettre d'améliorer les prochaines publications.

Enfin, la Direction Générale de l'INSEED voudrait remercier toutes les Institutions publiques et privées, et les personnes ayant contribué à l'élaboration de ce document et les exhorte à œuvrer au renforcement de notre partenariat pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques de disposer d'une information aussi complète que possible, à jour et régulière sur l'économie nationale.

Le Directeur Général

Ousman Abdoulaye Haggar

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

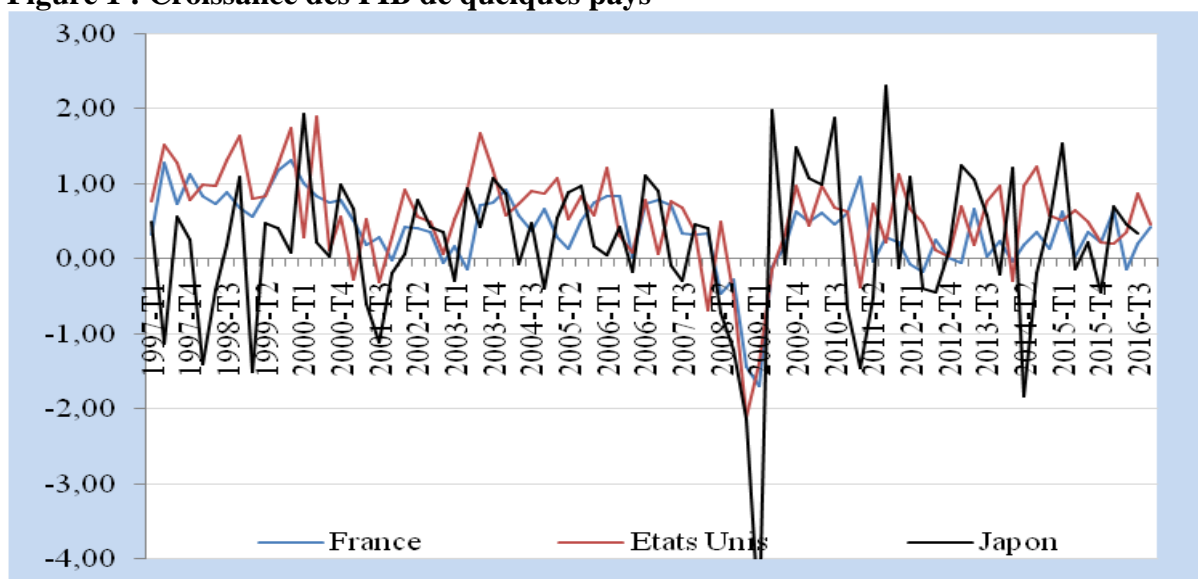
Croissance mondiale : un raffermissement continu sur fond d'un léger bond du cours de pétrole

Les économies de la zone euro ont continué d'enregistrer un raffermissement de l'activité commencé en début d'année. La reprise semble s'auto-entretenir dans cette zone. La France a enregistré une croissance de 0,43 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la situation économique s'est davantage améliorée. Ainsi, la croissance de la France atteint 1,13 %. Quant au Royaume-Uni, il a enregistré une croissance de 0,60% par rapport au trimestre précédent et 2,16% en glissement annuel. Cette amélioration de la situation économique intervient alors que le cours du pétrole a enregistré une légère augmentation. Toute fois l'appréciation du pétrole aurait très faiblement influencé le niveau de prix dans la mesure où l'inflation n'a que faiblement augmenté. Par ailleurs,

cette situation ne pourrait décourager la demande que sur un long terme. Ce qui n'a pas empêché la demande de tirer la croissance vers le haut.

Dans les autres pays du G7, l'activité économique a continué de s'améliorer. Ainsi, en glissement trimestriel, les États-Unis ont enregistré une croissance de 0,47%. L'activité économique s'est davantage améliorée comparativement à 2015. L'économie américaine a cru de 1,90% par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. La performance de l'économie américaine peut s'expliquer par le faible taux d'intérêt profitable aux entreprises et le faible taux d'inflation.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OECD

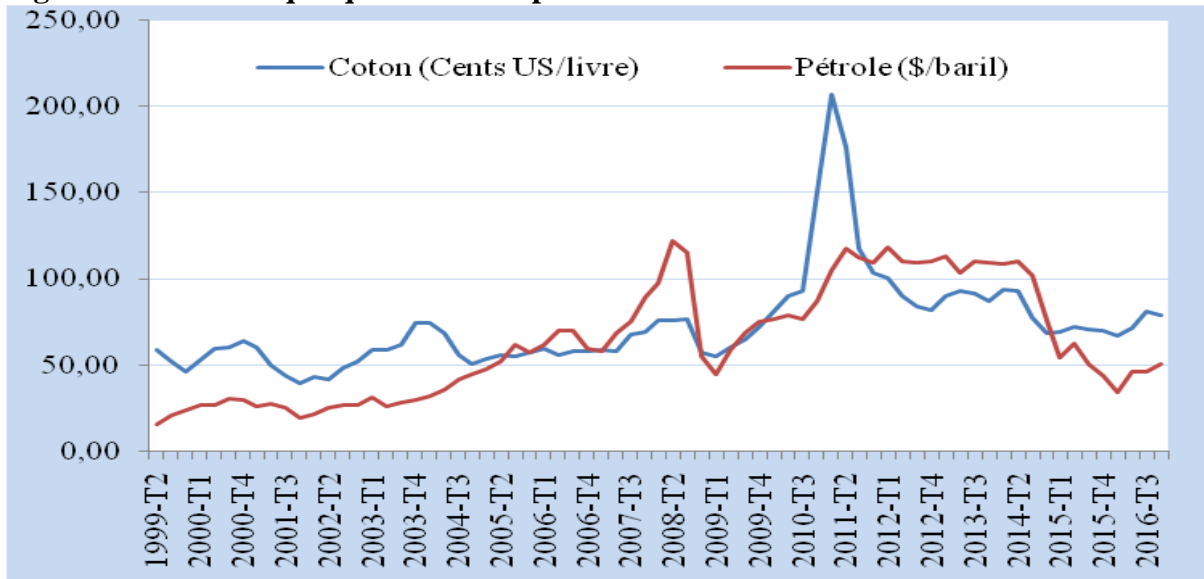
L'inflation mondiale a grimpé au cours du dernier trimestre 2016 en raison d'une légère augmentation du cours de pétrole. Les niveaux de prix ont augmenté notamment aux États Unis (1,80%), Canada (1,39%), Allemagne (1,12%), Royaume Uni (1,20%) et France (0,50%).

Quant aux taux d'intérêts, ils sont restés très faibles au quatrième trimestre 2016.

Certains pays ont continué d'enregistrer de taux d'intérêt négatifs : France, Italie, Allemagne (-0,31 %) et Suisse (-0,74 %). Pour ce qui est des cours de matières premières, le pétrole brut a enregistré un bond de 9,80% et le sucre de 5,12% par rapport au troisième trimestre. Le riz, la viande de bœuf et le coton ont baissé de 16,05%, 5,33% et 2,15% respectivement par rapport au trimestre précédent. A fin décembre

2016, le prix du pétrole brut se situe ainsi à 54,10\$ le baril et le coton à 79,50 Cents le livre.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières



Source : INSEE

I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

La production pétrolière : une baisse dans l'extraction du brut

La production pétrolière au dernier trimestre 2016 connaît une diminution de 1,05 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse de production intervient dans un contexte caractérisé par une légère augmentation des cours du brut sur le marché international et un vieillissement des puits de pétrole. En glissement annuel, la production pétrolière a baissé davantage passant de 12,04 millions de barils à 11,41

millions au dernier trimestre 2016. Ainsi, à fin décembre 2016, la production pétrolière s'établit à 3,92 millions de barils pour une prévision de 4,24 millions à fin janvier 2017 si la tendance actuelle est maintenue.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait légèrement augmenter sinon rester stable en raison de l'amélioration de son cours sur le marché international.

Figure 3 : Évolution de la production pétrolière



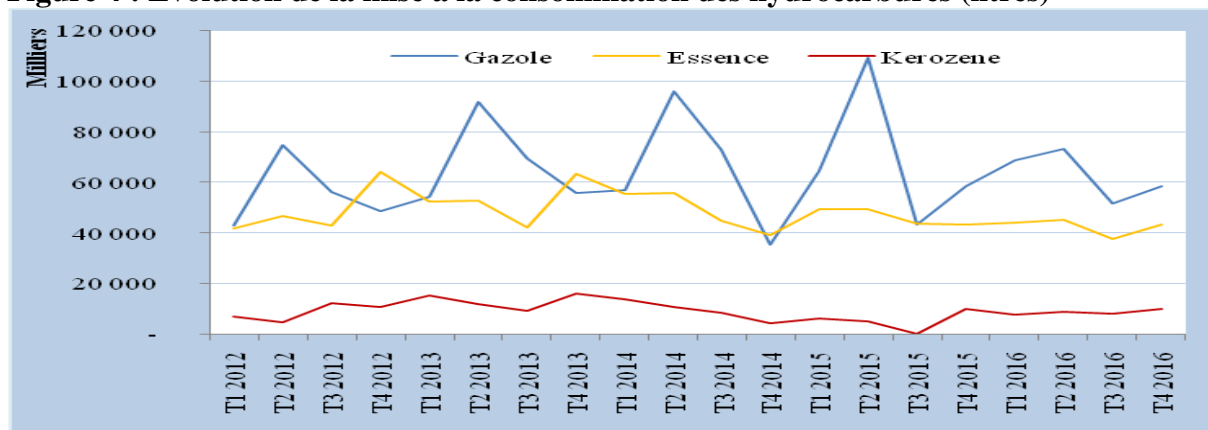
Source : Ministère du Pétrole

Mise à la Consommation des hydrocarbures : Raffinerie de Djarmaya

Tous les produits de raffinage mis à la consommation au dernier trimestre 2016 ont augmenté en volume par rapport au trimestre précédent. Les volumes du gazole, d'essence et de kérosène ont grimpé res-

pectivement de 13,40%, 15,04% et 25,25% par rapport au trimestre précédent. Comparé à l'année passée, le volume de produits de raffinage mis à la consommation n'a pas augmenté de façon significative.

Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Rebondissement des activités industrielles

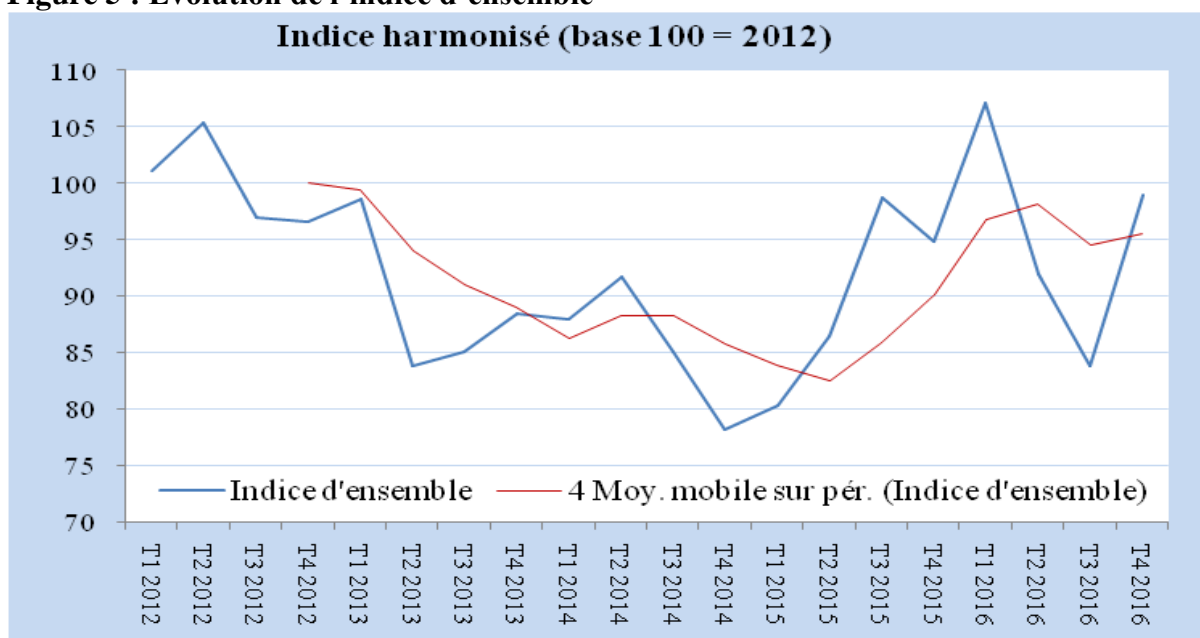
Au dernier trimestre 2016, les activités industrielles ont repris à la hausse après deux semestres consécutifs de baisse. L'indice harmonisé de la production industrielle a augmenté de 18,09% en variation trimestrielle. Cette performance des activités industrielles est essentiellement attribuable à la hausse de celles des industries extractives d'hydrocarbures (11,86%), de fabrication de produits alimentaires (18,37%) et de raffinage pétrolier (25,03%). L'amélioration des activités

industrielles du dernier trimestre 2016 peut s'expliquer par la légère augmentation du cours de pétrole et les festivités de fin d'année.

Toutefois, la performance industrielle est tirée vers le bas par les industries de production de boisson (0,63%).

En glissement annuel, les activités industrielles connaissent également une augmentation (4,31%).

Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont augmenté de 11,86 % en ce trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une légère augmentation du cours de pétrole. Ainsi, l'extraction du brut a augmenté dans tout le consortium de production. Aussi, en glissement annuel, la production pétrolière connaît une hausse de 7,84 %.

De même, la production de produits alimentaires augmente de 18,37% par rapport au troisième trimestre. Cette hausse peut s'expliquer par l'augmentation de la demande suite aux festivités de fin d'année.

Cependant, la production de la branche agro-alimentaire a baissé de 8,13% par rapport à son niveau d'il y a un an.

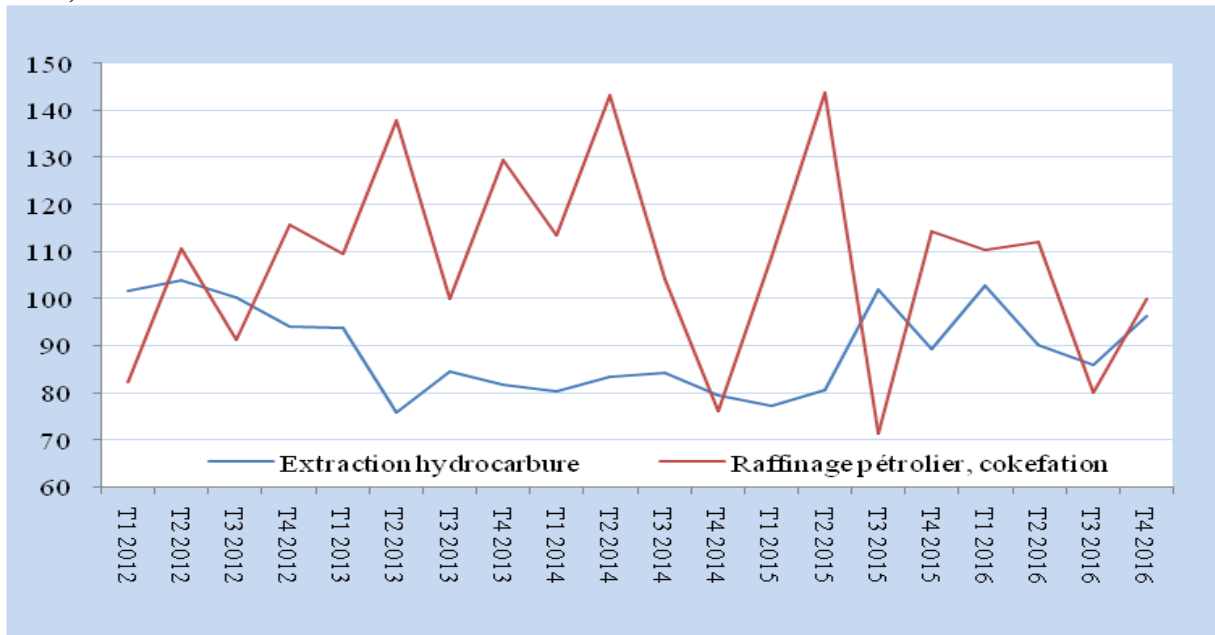
Le raffinage pétrolier a également connu une augmentation au dernier trimestre 2016 (25,03%). Cependant, en glissement annuel, le raffinage pétrolier est en dessous de son niveau de 2015 (-12,32%).

Quant aux activités d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement, elles ont grimpé de 77,27%. En glissement annuel, les activités d'imprimerie et de reproduction ont atteint près de 3 fois leur niveau de production à la même période de 2015

pour cause la reproduction des manuels scolaires pour satisfaire la rentrée tardive des classes pour les écoles publiques pour fait de grève. Il est aussi à noter que, pendant les trois mois de grève, les imprimeries ont été trop sollicitées, tant le besoin de s'informer était énorme du côté des travailleurs.

Par ailleurs, au quatrième trimestre 2016, la production de boisson a connu une baisse de 0,62% en glissement trimestriel et de 28,67% en glissement annuel. Le ralentissement de la production de boisson pourrait s'expliquer par celui de la demande suite à la crise qui sévit au Tchad.

Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)

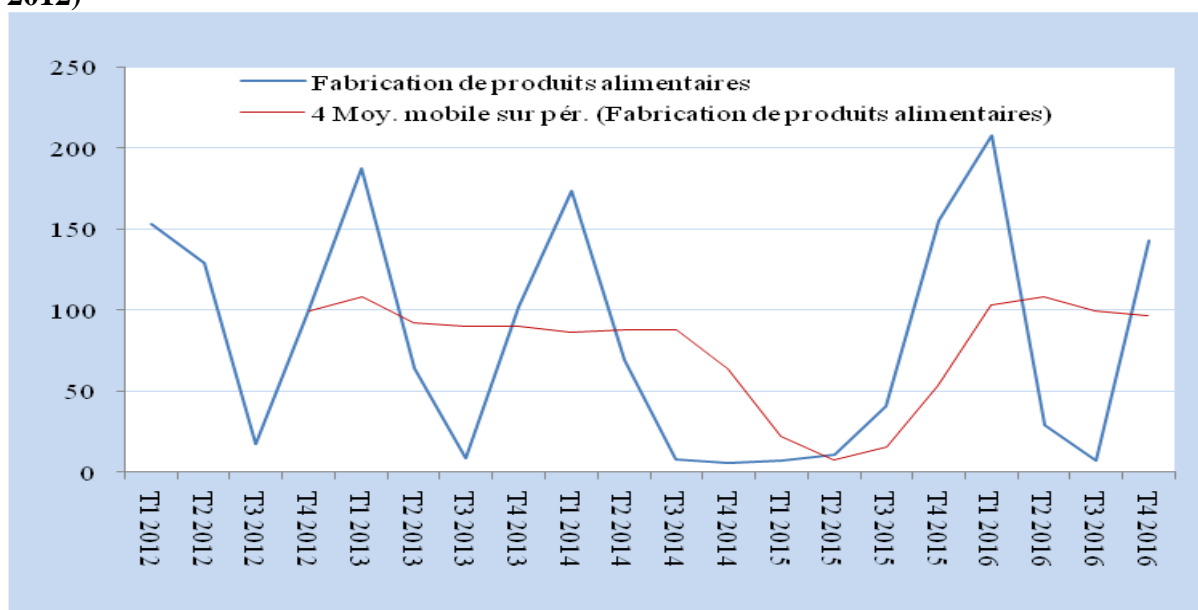


Source : INSEED

Au regard des estimations de l'INSEED, l'activité économique pourrait davantage s'améliorer en raison de la hausse du cours de brut et de celle de la production pétrolière. Toutefois, la production des produits

alimentaires et des articles d'habillement, pourrait légèrement baisser par rapport à ce trimestre du fait de la crise qui continue de sévir au Tchad.

Figure 7 : Évolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires (base 100 = 2012)



Source : INSEED

II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES

Une amélioration des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs ont enregistré une augmentation après un ralentissement enregistré sur les deux trimestres précédents. Les exportations au quatrième trimestre 2016 augmentent de 10,45% de leur niveau du trimestre précédent. De même, les importations ont grimpé de 15,51% pour

s'établir à 84,29 milliards de F CFA. Au cours du dernier trimestre 2016, les exportations représentent 3,47% des importations. La reprise quoique timide des échanges extérieurs peut s'expliquer par la relative amélioration du contexte de sécurité aux frontières.

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA)

Trimestre	Exportation	Importation	Taux de couverture
2016-T1	5685,92	107227,867	5,30
2016-T2	3285,55	123267,899	2,67
2016-T3	2646,4	72971,0978	3,63
2016-T4	2922,95	84288,3661	3,47

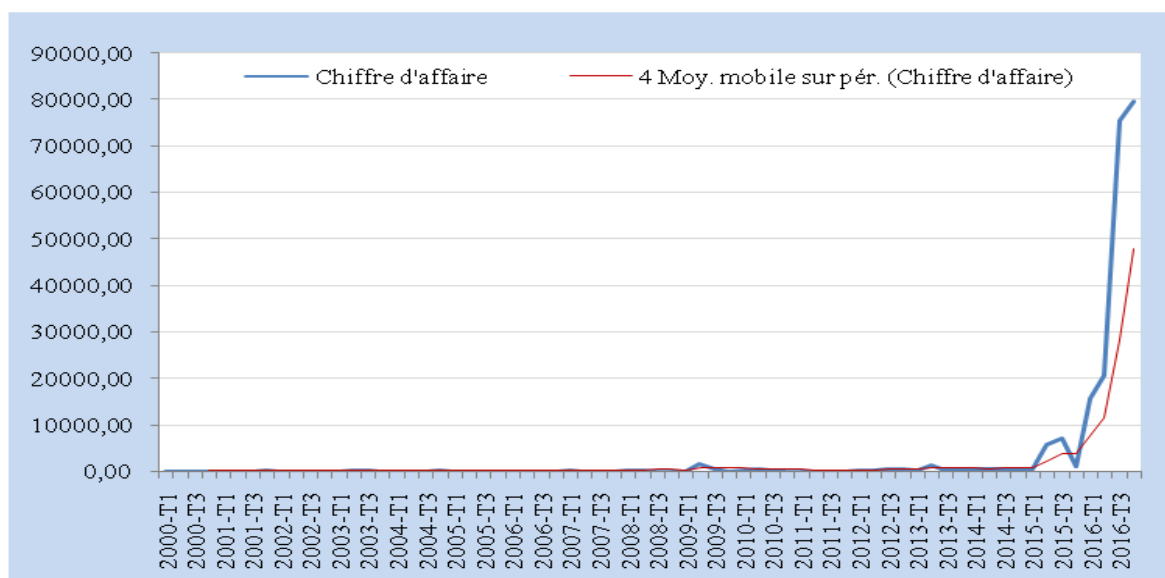
Source : base SYDONIA

Une amélioration des affaires dans les entreprises

Au dernier trimestre 2016, les entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaire commencée en début d'année. Cette situation est essentiellement attribuable à la téléphonie mobile. Les opérateurs téléphoniques auraient pu améliorer

leurs chiffres d'affaire grâce aux actions publicitaires visant à inciter la consommation des services. Par ailleurs, cette évolution des chiffres d'affaire provient plus des services de téléphonie que des appels.

Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA)

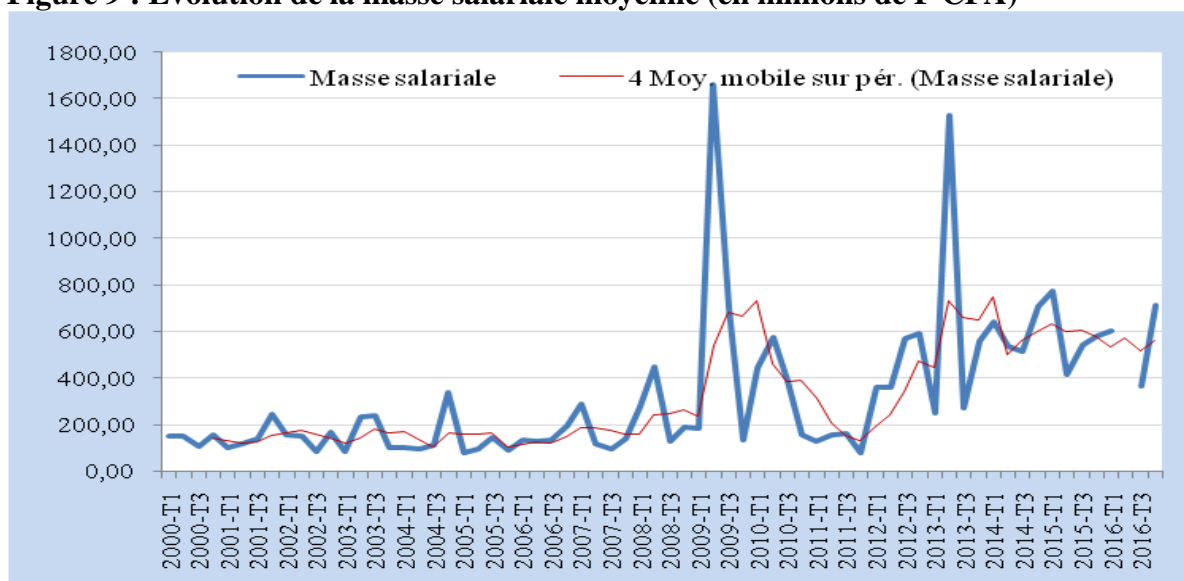


Source : les entreprises concernées

Pour ce qui est de l'emploi, la téléphonie demeure le plus grand pourvoyeur d'emplois privés suivi de l'hôtellerie. La

masse salariale a augmenté dans la téléphonie et ce, plus rapidement que l'emploi.

Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA)



Source : les entreprises concernées

Le trafic aérien : une croissance soutenue

Le trafic aérien continu d'enregistrer une augmentation du nombre de passagers entamée depuis le deuxième trimestre. Le nombre de passagers a cru de 33,40% par rapport à son niveau du trimestre précédent. Quant aux mouvements d'avions et les frets, ils atteignent près de 2 fois leur niveau au trimestre précédent. La perfor-

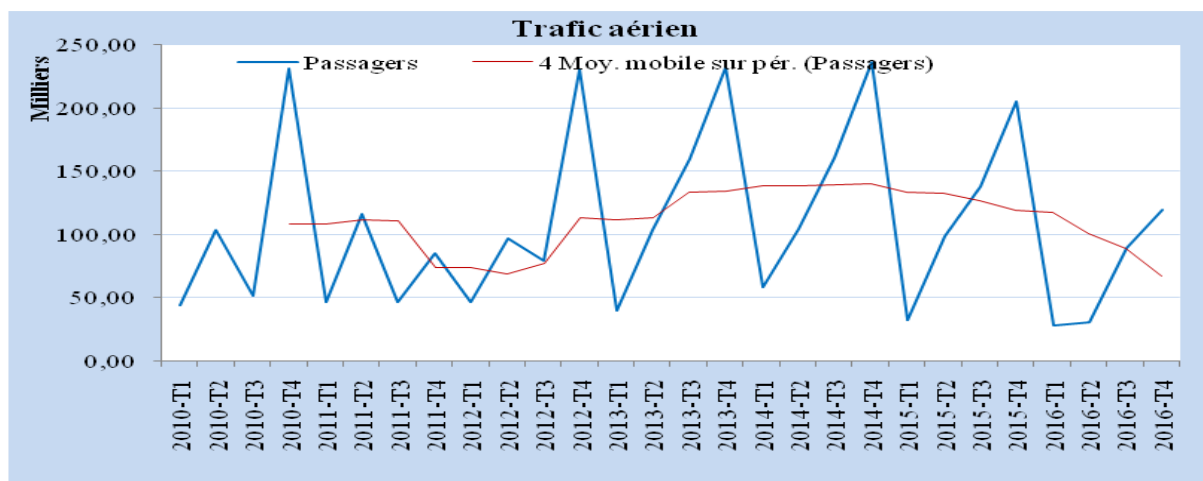
mance dans le trafic aérien peut s'expliquer par l'amélioration du contexte de sécurité et les voyages dans le cadre des festivités de fin d'année.

Cependant, en glissement annuel, le trafic aérien connaît une faible augmentation. En effet, les mouvements d'avions n'ont augmenté que de 1,27% et les frets n'ont aug-

menté que de 6,66%. Quant au nombre de passagers, il est en baisse de 41,85% par rapport à son niveau à la même période d'il y a un an. Ce ralentissement du trafic aérien en 2016 est attribuable au contexte

d'insécurité créé par Boko Haram qui fait une mauvaise presse du pays ainsi que la crise économique que traverse le Tchad, qui limite les voyages d'affaires.

Figure 10 : Évolution du trafic aérien



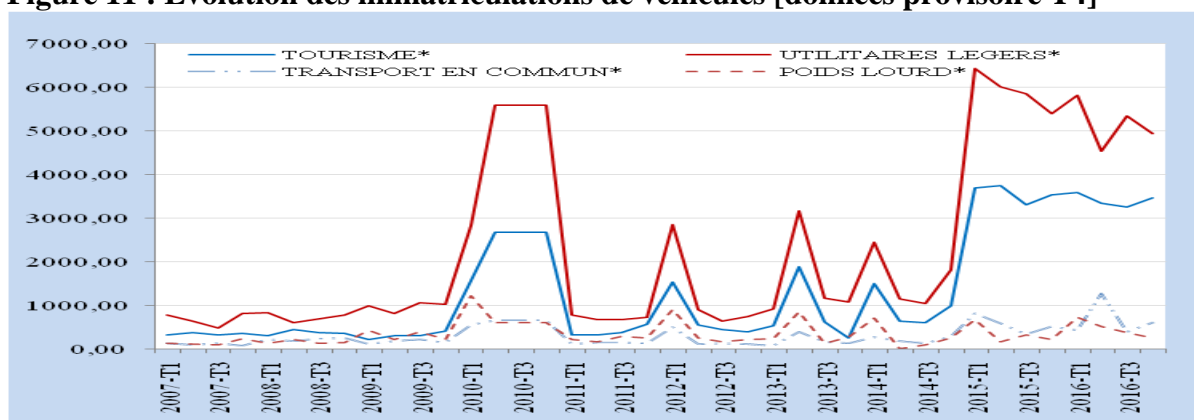
Source : ADAC

Les immatriculations de véhicules : légère baisse

Les immatriculations des véhicules (0,51%) sont en baisse au quatrième trimestre 2016. Ainsi, les immatriculations des véhicules de tourisme et de transport en commun ont augmenté de 6,22% et 55,76% respectivement au dernier trimestre 2016. Quant à l'immatriculation des véhicules de type utilitaire léger (-7,63%) et les poids lourd (32,93%), le nombre a baissé en ce trimestre.

En glissement annuel, seules les immatriculations de véhicules de transport en commun (17,31%) et des poids lourd (20,73%) connaissent une augmentation. Par contre, les immatriculations des véhicules de tourisme et d'utilitaires légers ont baissé de 1,77% et 8,64% respectivement. Toutefois, les immatriculations de véhicules ont globalement diminué de 1,36% par rapport à la même période de 2015.

Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T4]



Source : DGTS

II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE

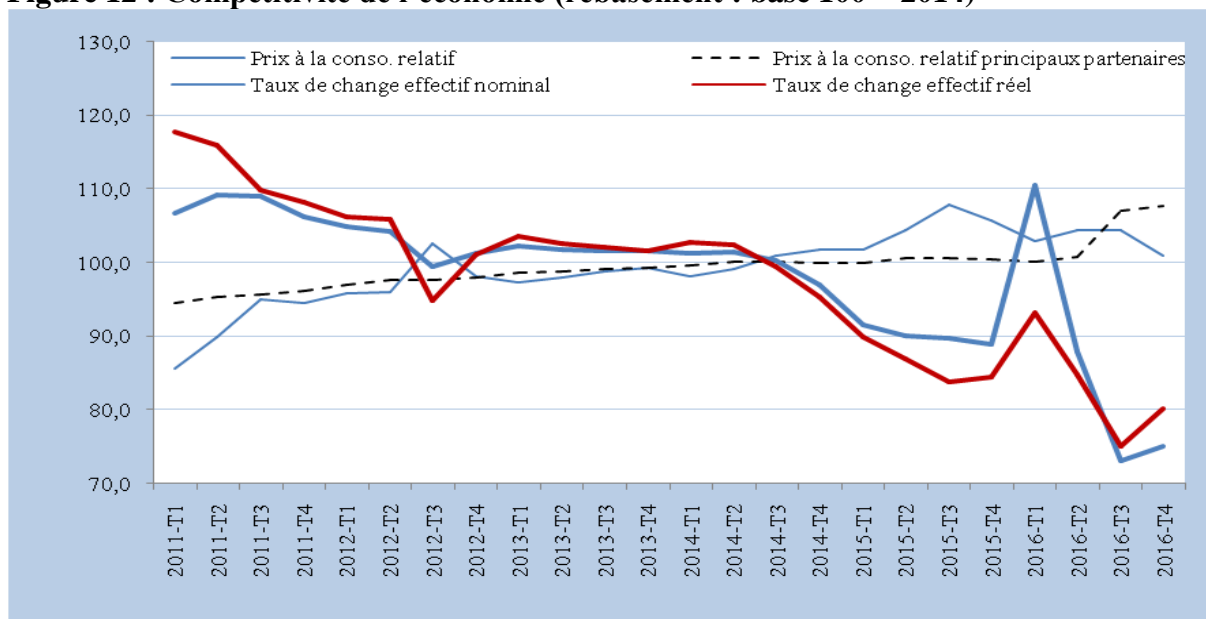
La compétitivité : légère détérioration

L'indice des prix à la consommation relatif continue sa baisse amorcée au trimestre précédent. Il a fléchi de 3,29% par rapport au troisième trimestre 2016. En glissement annuel, les prix à la consommation connaissent également une diminution de 4,60%. Par contre, le niveau de prix agrégés des principaux partenaires du Tchad a connu une légère augmentation de 0,61% en glissement trimestriel et 7,25% en glissement annuel.

Pour ce qui est du taux de change réel, il s'est apprécié de 2,60% par rapport au troi-

sième trimestre 2016. En glissement annuel, le taux de change effectif nominal se situe à 31,64% de son niveau à la même période en 2015. En valeur réelle, le taux de change s'est plus apprécié (6,85%) au dernier trimestre 2016. Tout de même, il a enregistré une baisse de 16,70% en glissement annuel. En bref, le niveau de compétitivité du Tchad s'est légèrement détérioré au dernier trimestre 2016. Toutefois, le pays reste compétitif en 2016 par rapport à l'année 2015.

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

II.5 LES PRIX

Prix à la consommation : la baisse continue

Au dernier trimestre 2016, l'indice national continu sa baisse entamée au trimestre précédent. Il a fléchi de 3,29% par rapport au troisième trimestre. Cette tendance baissière s'explique beaucoup plus par la baisse des prix enregistrée sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-6,52%) ainsi que sur les articles d'habillement et chaussures (-1,85%), qui est liée à la crise financière qui continue de sévir au Tchad provoquant une baisse de la

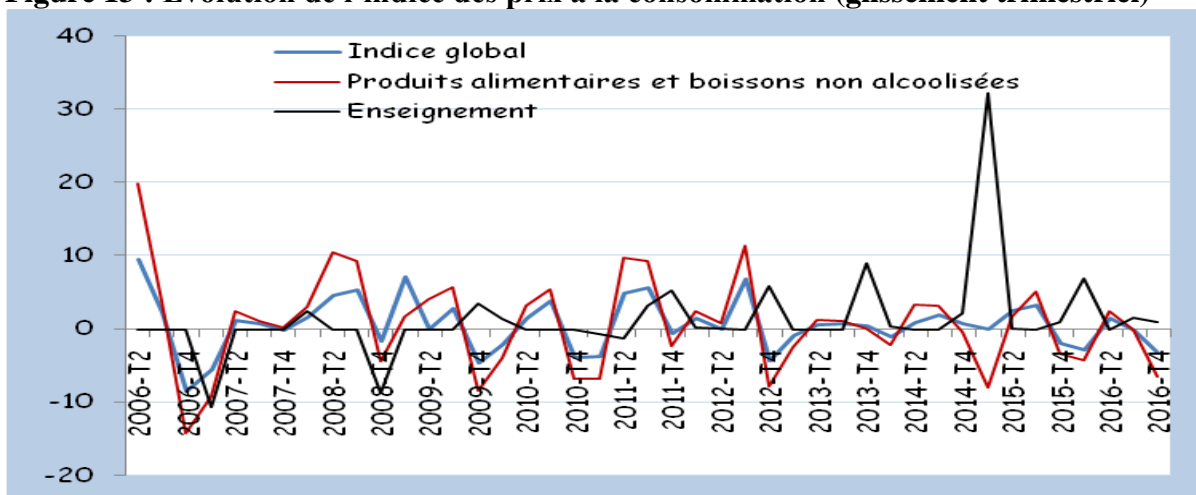
consommation ainsi que les exportations. Par ailleurs, le logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (-0,67%) ont également pâti de la crise que vit le pays. Le fléchissement du niveau général de prix a été amoindri par une hausse de prix de services de santé (0,50%), de loisirs et culture (0,66%) mais surtout de l'enseignement (1,02%). En effet, ce trimestre a vu la reprise des activités dans les structures de santé et de l'éducation suite à

la décision des syndicats de sursoir à leur grève.

Par ailleurs, en glissement annuel, le niveau des prix a davantage baissé (-4,60%). En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national de prix à la consommation

pourrait davantage baisser ou se stabiliser au premier trimestre 2017 au tour de 98,14 en raison de la disponibilité des produits de la nouvelle saison sur le marché et des effets de la crise financière traverse le pays qui continue de sévir au Tchad.

Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)



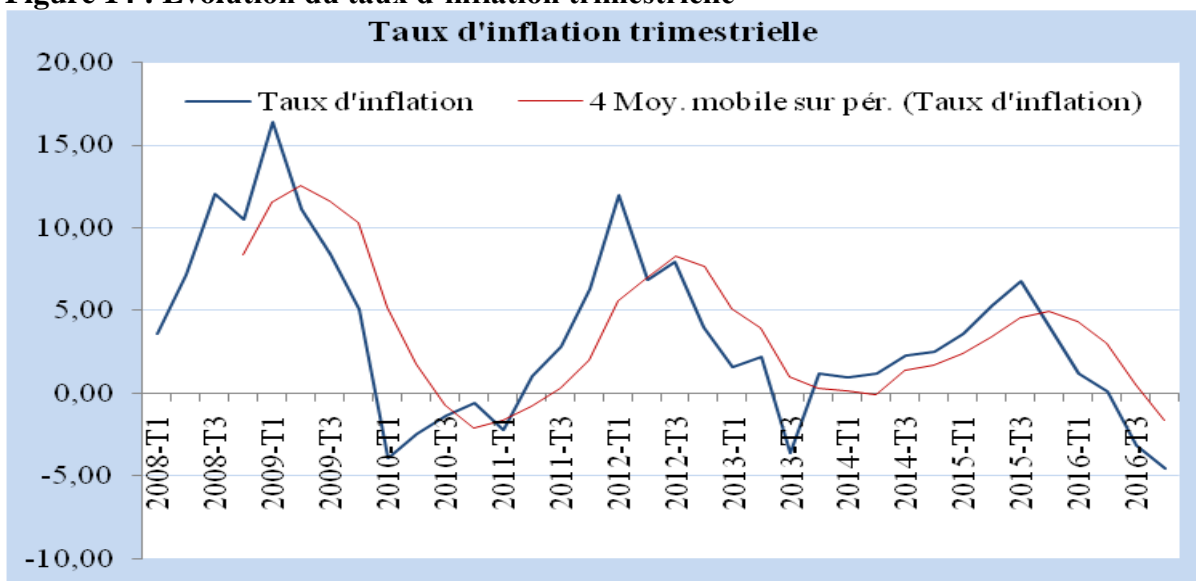
Source : INSEED

L'inflation en baisse

L'inflation a continué de fléchir au dernier trimestre 2016 pour se situer à - 4,60% contre 3,95% à la même période en 2015. Cette baisse de l'inflation est due surtout à la régression de prix des produits alimen-

taires et boisson non alcoolisé qui ont baissé de 8,58% par rapport à 2015. Le critère de convergence sous régional est respecté avec un taux en dessous de 3% soit -1,65%.

Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle



Source : INSEED

Niveau et tendance de prix des produits et service de première nécessité dans quelques grandes villes

N'Djamena : Au dernier trimestre 2016, les prix de produits et services de première nécessité ont globalement baissé par rapport au trimestre précédent. Il en est ainsi des prix de maïs (7,35%), de sorgho (5,61%), du riz (7,35%), de petit mil (6,81%) et de la farine de blé (4,44%). Comparé aux prix à la même période de l'année précédente, les prix des céréales ont davantage diminué, c'est le cas du maïs (7,96%), du sorgho (8,77%) et du riz (13,79%). La baisse de prix de cette année s'expliquerait par le contexte d'insécurité aux frontières tchadiennes inhibant la sortie des céréales.

En ce qui concerne les viandes, leurs prix ont plus baissé que ceux des céréales. En glissement trimestriel les prix de la viande de bœuf avec os, de la viande de mouton, de la viande sans os et du poisson ont baissé respectivement de 17,50%, 18,52%, 7,68% et 8,82%. En glissement annuel les prix de la viande de bœuf avec os, de la viande de mouton, de la viande sans os et du poisson ont baissé respectivement de 17,22%, 15,74%, 4,62% et 2,32%. La baisse de prix de cette année s'explique par les difficultés d'exportation de bétails sur pied compte tenu du contexte d'insécurité aux frontières.

Abéché : Au quatrième trimestre 2016, les prix des denrées de premières nécessité ont baissé : c'est le cas des céréales (3,88% maïs, 11,52% sorgho et 6,42% riz), de la viande (8,03% viande de bœuf avec os, 14,71% viande de mouton et 9,08% viande de bœuf sans os), des condiments (18,86% piment séché et 18,64% gombo séché). Comparé aux prix de l'année passée, les prix de céréales ont également baissé (5,11% maïs, 18,83% sorgho et 9,42% riz).

Doba : En ce trimestre sus revus, les prix des céréales connaissent une diminution par rapport au trimestre précédent. Ainsi, le prix du maïs (-14,11%), du petit mil (-27,03%), du sorgho (-20,18%) et de la farine de blé (-21,62%) ont diminué considé-

ablement. Il en est de même du gombo séché (-63,96%), du piment séché (-44,79%) et de l'huile d'arachide (-7,03%). Par contre, les prix de la viande et du poisson frais ont grimpé : 11,00% viande de bœuf avec os, 2,54% viande de mouton, 20,24% viande de bœuf sans os et 7,70% carpe fraîche. Comparés aux prix à la même période de 2015, les prix des denrées de première nécessité ont baissé à Doba.

Moundou : Au quatrième trimestre 2016, le prix des produits et services de première nécessité ont connu une baisse par rapport au trimestre précédent et par rapport à l'année passée. En glissement trimestriel, le prix du maïs (-11,54%), du sorgho (-21,26%), de petit mil (-18,87%) et du riz (-16,88%) ont baissé. Comparé aux prix de l'année passée, le prix du maïs a baissé de 34,64%, celui du sorgho de 25,44%, du petit mil de 26,24% et du riz de 25,83%.

En ce qui concerne les viandes, leurs prix ont baissé aussi bien en glissement trimestriel (-4,93% viande de bœuf avec os, -2,52% viande de mouton et -2,14% viande de bœuf sans os) qu'en glissement annuel (-15,34% viande de bœuf avec os, -16,21% viande de mouton et -10,29% viande de bœuf sans os). Pour ce qui est du poisson, huile d'arachide et des gombos séchés, leurs prix au kilogramme diminuent (-22,40%, -18,70% et -11,17% respectivement en glissement trimestriel) et (-5,23%, -23,48% et -26,87% pour les poissons frais, huile d'arachide et gombo séché respectivement en glissement trimestriel).

Sarh : Au dernier trimestre 2016, le prix des denrées de première nécessité connaît globalement une diminution à l'exception du petit mil (6,34%), des carpes fraîches (28,08%) et du gaz butane de 6 Kg (1,52%) par rapport au trimestre précédent. Ainsi, le prix des céréales dont le maïs (-28,03%), le sorgho (-30,39%) et le riz (-28,92%) baissent.

Pour ce qui est de la viande, les prix ont également baissé en ce trimestre par rapport au précédent (-16,91% viande de bœuf sans os, -14,00% viande avec os, -18,09%

viande de mouton). En glissement annuel, le prix de toutes les denrées de première nécessité ont baissé.

Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville

	N'Djamena		Abéché		Doba		Moundou		Sarh	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Mais (kg)	-7,350	-7,965	-3,885	-5,114	-14,113	-42,432	-11,538	-34,641	-28,031	-22,144
Sorgho (kg)	-5,609	-8,766	-11,523	-18,834	-20,179	-36,052	-21,259	-25,443	-30,390	-30,508
Petit Mil (kg)	-6,811	-6,461	-0,718	-0,896	-27,027	-23,675	-18,871	-26,241	6,342	-0,069
Riz (kg)	-7,351	-13,797	-6,421	-9,472	-17,204	-54,617	-16,883	-25,828	-28,916	-51,159
Farine de blé (kg)	-4,442	-2,127	-2,131	-4,917	-21,617	-45,584	-1,833	-0,291	-4,297	-2,390
Viande de bœuf avec os (kg)	-17,499	-17,223	-8,028	-35,392	11,001	-5,911	-4,933	-15,342	-13,998	-28,445
Viande de mouton (Kg)	-18,521	-15,738	-14,712	-27,989	2,542	-22,760	-2,519	-16,215	-18,085	-30,254
Viande de bœuf sans os (kg)	-7,684	-4,618	-9,079	-22,396	20,239	-15,645	-2,142	-10,287	-16,915	-17,103
Carpe fraîche (Kg)	-0,823	-2,325			7,701	17,308	-22,403	-5,234	28,083	45,336
Huile d'arachide locale (litre)	-5,995	-1,429	-26,461	-28,026	-7,030	-30,984	-18,699	-23,477	-25,876	-22,467
Datte locale (kg)	2,638	21,459	-8,636	-3,864	-24,642	-33,144	1,061	2,386	-0,200	-16,158
Piment séché (kg)	-17,203	-2,883	-18,860	-10,746	-44,788	-43,812	-30,438	-41,413	-3,830	-12,686
Gombo séché (kg)	-29,033	7,496	-18,643	-5,062	-63,965	-76,952	-11,175	-26,870	-25,105	15,661
Eau (m3)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Électricité 1er tranche (kwh)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gaz butane de 6kg							0,000	0,000	1,515	39,583
Essence (litre)	0,000	0,000	-2,153	-9,091	0,000	-6,387	1,152	-3,677	-3,964	8,998
Gaz-oil (litre)	0,000	0,000	-4,070	-24,056	0,000	-2,763	-1,224	-5,448	0,000	0,000

Les produits locaux et importés

Une analyse de l'évolution du niveau des prix dans les cinq grandes villes selon leur origine des produits montre que les prix des produits locaux continuent leur baisse entamée au trimestre précédent. Le niveau de prix de ces produits a baissé de 2,38 % à N'Djamena, 3,67% à Abéché, 7,99 % à Doba, 4,66 % à Moundou et 7,01% à Sarh par rapport au troisième trimestre à cause de la disponibilité des produits de la nouvelle récolte et la fin de saison des pluies qui facilite l'approvisionnement des produits sur les marchés.

Comparé au niveau de prix de l'année précédente à la même période, le niveau de prix des produits locaux a beaucoup baissé à Doba (-14,97 %), Abéché (-11,17%) et Moundou (-10,18%).

Pour ce qui est des produits importés, leur niveau de prix a également baissé dans toutes les villes à l'exception de Doba (3,87%). Ainsi, le prix des produits importés a baissé à N'djamena (-2,02%), Abéché (-4,13%), Moundou (-0,50%) et Sarh (-3,91%) en ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2016. En glissement annuel, le niveau de prix des produits importés est resté élevé par rapport à la même période en 2015. Ainsi, à N'djamena (3,25%), Abéché (0,83%), Doba (9,60%) et Sarh (1,57%) le niveau de prix des produits importés ont augmenté en glissement annuel. La baisse de prix du trimestre par rapport au précédent peut s'expliquer par le relatif contexte de sécurité aux frontières et l'état de routes qui redeviennent praticables.

Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine

	Produits locaux		Produits importés	
	Glissement tri-mestriel	Glissement annuel	Glissement tri-mestriel	Glissement annuel
Ndjamena	- 2,384	- 3,952	- 2,015	3,245
Abéché	- 3,665	- 11,176	- 4,132	0,830
Doba	- 7,994	- 14,975	3,867	9,603
Moundou	- 4,664	- 10,178	- 0,498	- 2,860
Sarh	- 7,012	- 7,382	- 3,912	1,571

Source : INSEED

II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE

Amélioration des finances publiques malgré une contraction des financements extérieurs

Au dernier trimestre 2016, les finances publiques sont caractérisées par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, on note une hausse des recettes entamée au trimestre précédent. De même, les dépenses budgétaires ont baissé par rapport au troisième trimestre.

En effet, les recettes base caisse ont connu une augmentation de 32,51 % par rapport au troisième trimestre 2016. La hausse de ces recettes trouve son explication dans les efforts exercés par les services du Ministère des Finances et du Budget en matière de recouvrement et la mise en œuvre des recommandations de la Mission fiscalité du FMI. Ainsi, les recettes budgétaires ont grimpé de 58,53% et les recettes sans titre de 95,73%.

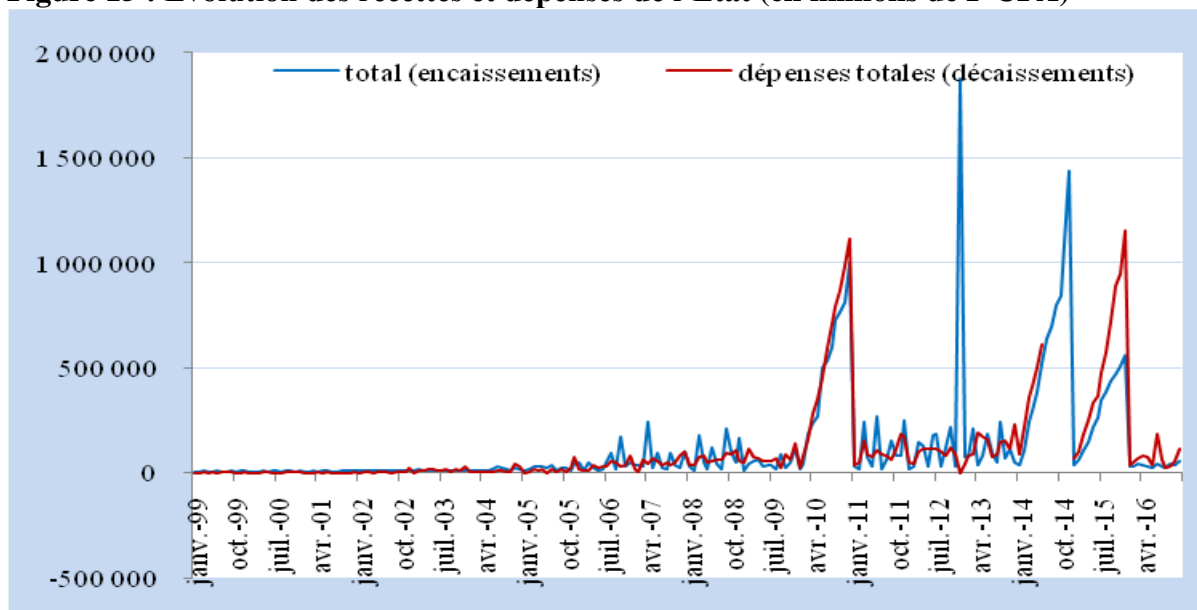
Quant aux dépenses base décaissement, elles ont baissé de 24,58 %, expliquant ainsi le renforcement des engagements au niveau des services du Ministère des Fi-

nances et du Budget. Les dépenses à imputer ont essentiellement contribué à cette baisse (124,45%).

Sur le plan des dépenses, les décaissements ont diminué de 93,11%, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement ont reculé respectivement de 89,30%, 77,84%, 97,18% respectivement. Tandis que les transferts de l'État ont diminué de 93,35%. La situation des finances publiques continue de présenter une image dégradée qui peut s'expliquer par l'impact négatif du ralentissement général des activités économiques ainsi que l'accumulation des arriérés sur les dépenses de personnel.

Malgré que le gouvernement fait beaucoup d'efforts pour assurer le financement des investissements essentiels, l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays limitrophes ainsi que la prise en charge des réfugiés pèsent sur la trésorerie publique.

Figure 15 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)



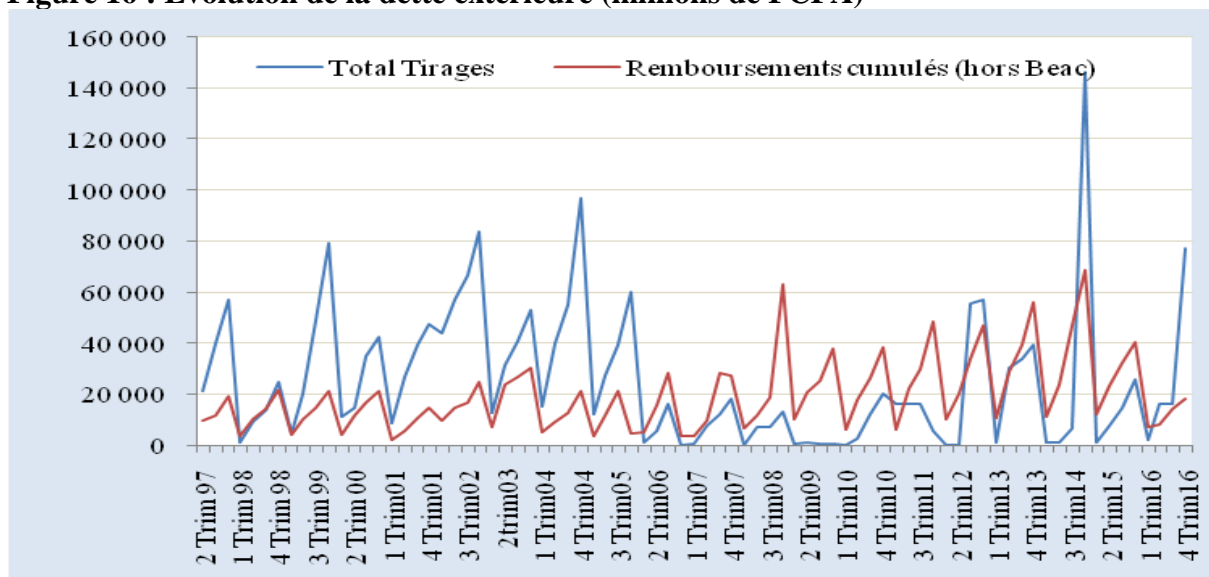
Source : Trésorerie Paierie Générale

Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure à fin décembre 2016 établie à 804,849 milliards de FCFA est en augmentation de 8,39 % en glissement trimestriel et de 0,46 % en glissement annuel. Cette hausse de l'encours de la dette s'est établie malgré les remboursements (hors BEAC) qui ont intervenu en ce trimestre (29,07%) atteignant 18,06 milliards de FCFA. La hausse des remboursements du trimestre est essentiellement due à celui des crédits multilatéraux qui ont augmenté de 31,73%.

Quant aux tirages, ils ont atteint presque 3 fois leur niveau du troisième trimestre 2016 ; leur valeur atteint 77,17 milliards de F CFA dont les $\frac{3}{4}$ sont des tirages sur crédits multilatéraux. En glissement annuel, le niveau des tirages est de 2 fois celui du quatrième trimestre 2015. Quant aux remboursements, ils ont baissé de 55,26% par rapport au dernier trimestre 2015 en raison de la crise qui limite les efforts de l'État pour le remboursement.

Figure 16 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

La situation monétaire : légère baisse de crédit à l'économie et des créances nettes sur l'État

La situation monétaire est caractérisée par une légère augmentation du niveau des avoirs extérieurs nets (0,22 %) à fin décembre par rapport à fin septembre 2016. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 158,10%. Cette baisse importante est due au quasi arrêt de rapatriement des recettes pétrolières, elles-mêmes consécutive à la chute du cours de pétrole et au remboursement à la source à la société Glencore.

Quant aux crédits intérieurs, ils connaissent une diminution de 3,64 % en décembre 2016 par rapport à septembre 2016. Les composantes « crédits à l'économie » et « crédits intérieurs » connaissent également une légère baisse (5,26 % et 3,64% respectivement) en décembre 2016 par rapport à septembre. En glissement annuel, les crédits à l'économie augmentent de 14,92 % pour atteindre 634,14 milliards de F CFA. Quant à la position nette de l'État

sur le système bancaire, elle s'est légèrement améliorée en fin décembre, passant de 543,55 milliards en septembre 2016 à 534,55 milliards de F CFA en décembre. Toutefois, comparée à décembre 2015, la position nette du Gouvernement s'est beaucoup détériorée en décembre 2016. Cette situation peut s'expliquer par la sollicitation du Gouvernement auprès du système bancaire pour permettre de faire face à certaines urgences sans pour autant pouvoir assurer le remboursement à la bonne échéance.

Quant à la masse monétaire, elle enregistre une légère baisse (3,54 %) en décembre par rapport à septembre 2016. De même, en glissement annuel, la masse monétaire régresse de 11,57 %. Cette baisse de la masse monétaire intervient en relation avec celle des avoirs extérieurs nets.

Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)

Fin de périodes		Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance net sur l'État	crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets	
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	-	72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	-	72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	-	79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	-	40 104
2015	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	-	92 496
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	-	92 919
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	-	114 035
	DEC	88 599	902 257	299 245	603 012	977 650		
2016	MARS	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	-	217 060
	JUIN	- 279 880	1 136 012	473 951	662 061	921 646		
	SEPT	- 303 003	1 212 900	543 556	669 344	956 059		
	DEC	- 303 680	1 168 696	534 552	634 144	922 225		

Source : BEAC

II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Ralentissement attendu de l'économie

En 2016, l'économie nationale enregistrerait un ralentissement. La croissance s'établirait à -3 %. Ce ralentissement est attribuable à l'ensemble des conséquences découlant du triple choc : choc pétrolier, choc sécuritaire, accueil en terre tchadienne des réfugiés et déplacés internes (estimés à plus de 800 000). Ainsi, le PIB pétrolier connaît une croissance de -5,5 %

tandis que le PIB hors pétrole s'établirait à 5 448,931 milliard de FCFA soit une croissance de -2,7 % pour l'année 2016. Le ralentissement des activités économiques est plus important dans le secteur secondaire (croissance de -5,6 %) et le secteur de service, (croissance de -8,9 %) que dans le secteur primaire (croissance de 4 %).

Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)

	2015	2016
Secteur primaire	9,1	4
Secteur secondaire	-5,2	-5,6
Secteur tertiaire	-1	-8,9
Valeurs ajoutées	3,1	-3
Taxes nettes sur les produits	4,4	-4
PIB au prix du marché	3,1	-3
PIB pétrolier	29,1	-5,5
PIB hors pétrole	-1,4	-2,7

Source: DEP/MFB, 2016

Dépenses publiques en baisse

La situation économique défavorable évoquée précédemment n'est pas sans conséquence sur les finances publiques. Ainsi en 2016, les dépenses de l'État connaîtront une baisse de 28,11 % par rapport à leur niveau de 2015. Les dépenses courantes (biens et services) recule-

ront de 81,02 % pour s'établir à 17,55 milliards de F CFA. Les intérêts de la dette, les transferts et les investissements diminueront de 11,55 %, 55,91 % et 31,48 % respectivement. Toutefois, les dépenses de personnel augmenteront de 4,45 % par rapport à 2016.

Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA)

	2015	2016
Dépenses totales	1115,09	801,63
Intérêts de la dette	44,14	39,04
Dépenses de personnel	368,85	385,27
Dépenses de biens et services	92,49	17,55
Dépenses de transferts	237,14	104,55
Dépenses d'investissements	372,48	255,23

Source: DEP/MFB, 2016

Annexe 1 :

II. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS

Selon les projections de l'INSEED, le Tchad compte 14 millions d'habitants en 2016, inégalement répartie sur une surface de 1 284 000 Km². Ainsi, on compte 11,02 habitants au Km². Le taux de croissance de la population est de 3,6 % faisant du Tchad un des pays à fort taux d'accroissement.

Le Tchad, comme tout autre pays à faible revenu connaît d'importants problèmes sanitaires. La mortalité infantile s'élève à 72 pour 1000 naissances vivantes tandis que la prévalence du VIH/Sida chez les jeunes est de 1,4 % chez les

femmes et 0,7 % chez les hommes. Cette situation tire l'espérance de vie à la naissance vers le bas. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance d'un tchadien est de 51,6 ans soit plus de 0,2 ans par rapport à une femme tchadienne.

L'éducation reste également un défi pour le pays avec un taux d'alphabétisation des adultes s'établissant à 53,8 % chez les hommes contre 47,8 % chez les femmes.

Le niveau de pauvreté demeure également important dans la population ; soit une incidence de 46,7 %.

Tableau 7 : indicateurs sociaux

Population totale 2016 (Projection RGPH2 2009)		14 152 314 hts
Densité (Projection RGPH2 2009)		11,02 Hbts au km ²
Taux annuel moyen d'accroissement intercensitaire (RGPH2 2009)		3,6 %
Espérance de vie à la naissance (RGPH2 2009)	– Total	52,4 ans
	– Femmes	51,4 ans
	– Hommes	51,6 ans
Taux d'alphabétisation des adultes (EDS-MICS 2014)	– Total	50,1 %
	– Femmes	35,3 %
	– Hommes	64,8 %
Taux net de fréquentation niveau primaire (EDS-MICS 2014)	– Total	50,9 %
	– Femmes	47,8 %
	– Hommes	53,8 %
Taux de mortalité infantile (EDS-MICS 2014)		72 ‰
Taux de prévalence du VIH/SIDA les 15-24ans (EDS-MICS)	– Femmes	1,4 %
	– Hommes	0,7 %
Prévalence du VIH pour les femmes de 15-49 ans		1,8%
Prévalence du VIH pour les hommes de 15-49 ans		1,3%
Femmes de 15-24 ans ayant une connaissance approfondie du VIH/SIDA		11 %
Femmes de 15-49 ans qui déclarent connaître un lieu de dépistage du VIH		41 %
Enfants de moins de 5 ans qui accusent une insuffisance pondérale sévère		11 %
Enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance sévère		22 %
Enfants de moins de 5 ans sévèrement émaciés		4 %
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée		12%
Membres des ménages utilisant des sources améliorées pour l'eau de boisson		55 %
Membres des ménages qui utilisent de l'eau de boisson non améliorée qui utilisent une méthode de traitement appropriée		9%
Membres des ménages utilisant des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées		7 %
Incidence de la pauvreté (ECOSIT 2011)		46,7 %

Source : INSEED

Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	Cameroun	570 938,60	84,90
2	France	36 881,75	5,48
3	États Unis	26 054,41	3,87
4	Chine	12 174,39	1,81
5	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
6	Inde	2 541,70	0,38
7	Canada	2 290,75	0,34
8	Belgique	2 076,47	0,31
9	Soudan	1 477,35	0,22
10	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
Total des 10		660 728,34	98,25
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	France	36 881,75	5,48
2	États Unis	26 054,41	3,87
3	Chine	12 174,39	1,81
4	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
5	Inde	2 541,70	0,38
6	Canada	2 290,75	0,34
7	Belgique	2 076,47	0,31
8	Soudan	1 477,35	0,22
9	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
10	Allemagne	1 361,23	0,20
Total des 10		91 150,97	13,55
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les Pays de destinations 2016

N°	Pays destinations	Valeurs (en million F CFA)	Pourcentage dans l'ensemble des exportations
1	Turquie	3 413,65	23,48
2	France	2 538,75	17,46
3	Chine	1 732,90	11,92
4	Cameroun	1 462,56	10,06
5	Tunisie	1 339,80	9,21
6	Algérie	742,29	5,10
7	États Unis	666,13	4,58
8	République centrafricaine	365,52	2,51
9	Inde	328,61	2,26
10	Nigéria	298,90	2,06
Total de 10		12 889,11	88,64
Total général		14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 11: Les principaux Produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole)

Produits	Valeurs (million de FCFA)	Pourcentage
Graines de sésame	4 003,50	27,53
Parties de machines de sondage ou de forage	2 323,55	15,98
Gomme arabique	2 187,32	15,04
Autres fils en fer ou en acier non alliés	1 102,51	7,58
Constructions préfabriquées	550,28	3,78
Tracteurs routiers pour semi-remorque cylindrée de 4.500 cm ³ ou	483,96	3,33
Autres préparation pour sauces condiment et assaisonnement	358,51	2,47
Total	11 009,63	75,72
Total général	14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Supervision générale et coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF IBN ALI**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle économique et sociale sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

[Site Internet : www.inseedtchad.org](http://www.inseedtchad.org)